

CONSEJO PERMANENTE



OEA/Ser.G  
CP/ACTA 1331/02  
4 septiembre 2002

ACTA

DE LA SESIÓN EXTRAORDINARIA

CELEBRADA

EL 4 DE SEPTIEMBRE DE 2002

Aprobada en la sesión del 23 de abril de 2003

## ÍNDICE

	<u>Página</u>
Nómina de los Representantes que asistieron a la sesión .....	1
Consideración del proyecto de resolución “Apoyo al fortalecimiento de la democracia en Haití” .....	2
[Aprobación del proyecto de resolución] .....	7

## ANEXOS

### RESOLUCIÓN APROBADA:

CP/RES. 822 (1331/02), Apoyo al fortalecimiento de la democracia en Haití.....	9
---	---

### COMUNICACIÓN RECIBIDA:

Exposición del Representante de Costa Rica, en nombre del Grupo Centroamericano, Panamá, Belice y la República Dominicana, sobre la resolución “Apoyo al fortalecimiento de la democracia en Haití” .....	15
---	----

DOCUMENTO CONSIDERADO EN LA SESIÓN  
(SE PUBLICA POR SEPARADO)

S/C, Proyecto de resolución “Apoyo al fortalecimiento de la democracia en Haití”

## CONSEJO PERMANENTE DE LA ORGANIZACIÓN DE LOS ESTADOS AMERICANOS

### ACTA DE LA SESIÓN EXTRAORDINARIA CELEBRADA EL 4 DE SEPTIEMBRE DE 2002

En la ciudad de Washington, a las diez de la mañana del miércoles 4 de septiembre de 2002, celebró sesión extraordinaria el Consejo Permanente de la Organización de los Estados Americanos. Presidió la sesión el Embajador Roger F. Noriega, Representante Permanente de los Estados Unidos y Presidente del Consejo Permanente. Asistieron los siguientes miembros:

Embajador M. A. Odeen Ishmael, Representante Permanente de Guyana  
Embajador Lionel Alexander Hurst, Representante Permanente de Antigua y Barbuda  
Embajadora Sonia Merlyn Johnny, Representante Permanente de Santa Lucía  
Embajador Marcelo Ostría Trigo, Representante Permanente de Bolivia  
Embajador Humberto de la Calle, Representante Permanente de Colombia  
Embajador Joshua Sears, Representante Permanente del Commonwealth de las Bahamas  
Embajador Valter Pecly Moreira, Representante Permanente del Brasil  
Embajador Esteban Tomic Errázuriz, Representante Permanente de Chile  
Embajador Juan Enrique Fischer, Representante Permanente del Uruguay  
Embajador Juan Manuel Castulovich, Representante Permanente de Panamá  
Embajador Michael I. King, Representante Permanente de Barbados  
Embajador Miguel Ruíz Cabañas, Representante Permanente de México  
Embajador Jorge Valero Briceño, Representante Permanente de Venezuela  
Embajador Ellsworth I. A. John, Representante Permanente de San Vicente y las Granadinas  
Embajador Ramón Quiñones, Representante Permanente de la República Dominicana  
Embajador Paul D. Durand, Representante Permanente del Canadá  
Embajador Eduardo Ferrero Costa, Representante Permanente del Perú  
Embajador Raymond Valcin, Representante Permanente de Haití  
Embajador Rodolfo Hugo Gil, Representante Permanente de la Argentina  
Embajador Luis Enrique Chase Plate, Representante Permanente del Paraguay  
Embajador Salvador E. Rodezno Fuentes, Representante Permanente de Honduras  
Embajador Arturo Duarte Ortiz, Representante Permanente de Guatemala  
Embajador Leandro Marín Abaunza, Representante Permanente de Nicaragua  
Embajador Luis Guardia Mora, Representante Interino de Costa Rica  
Primer Secretario Efraín Baus Palacios, Representante Interino del Ecuador  
Ministro Consejero Nestor Mendez, Representante Interino de Belice  
Ministro Consejero Luis Menéndez Castro, Representante Alterno de El Salvador  
Consejera Jasmine E. Huggins, Representante Alternas de Saint Kitts y Nevis  
Ministra Delrose E. Montague, Representante Alternas de Jamaica  
Embajador Peter DeShazo, Representante Alternos de los Estados Unidos

También estuvieron presentes el Secretario General de la Organización, doctor César Gaviria, y el Secretario General Adjunto, Embajador Luigi R. Einaudi, Secretario del Consejo Permanente.

CONSIDERACIÓN DEL PROYECTO DE RESOLUCIÓN  
“APOYO AL FORTALECIMIENTO DE LA DEMOCRACIA EN HAÏTÍ”

El PRESIDENTE: I am pleased to call to order this special meeting of the Permanent Council, which has been convened to consider the draft resolution entitled “Support for Strengthening Democracy in Haiti.” The General Committee, which approved the text of the draft resolution during its meeting earlier this morning, has transmitted this draft resolution to the Council for its consideration.

I am pleased to offer the floor to delegations that may wish to make observations on the draft resolution. The Chair recognizes the Ambassador of Haiti.

El REPRESENTANTE PERMANENTE DE HAÏTÍ: Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président, permettez-moi en tout premier lieu d’exprimer, au nom du Gouvernement de la République d’Haïti, les plus chaleureuses félicitations et les plus sincères remerciements à toutes les délégations qui ont fourni une inestimable contribution permettant d’arriver au terme de la Mission qui a été confiée au Groupe de travail *ad hoc*.

En vérité, il s’agit d’une œuvre collective à laquelle ont été étroitement associés tous les pays membres, de même que le Secrétariat de l’Organisation. Je voudrais donc exprimer mes remerciements et félicitations à l’Ambassadeur Paul Durand et à la Représentante permanente adjointe du Canada, Madame Catherine Vezina, qui ont assumé avec un doigté remarquable et un sens de l’humour invariable la présidence des sessions du Groupe de travail *ad hoc*.

Également des remerciements et félicitations à l’Ambassadeur Sonia Johnny de la Délégation de Sainte-Lucie pour la passion contagieuse et pourtant équilibrée qu’elle a manifestée dans les efforts déployés en vue d’arriver à un consensus. Des remerciements à l’Ambassadeur Peter DeShazo et aussi à Madame Carol Fuller de la Délégation des États-Unis pour leur sens achevé et redoutable de professionnalisme et leur attachement sans faille à la défense des points de vue et de l’intérêt de leur gouvernement.

À l’Ambassadeur Pecky Moreira pour le dévouement sans limite qui caractérise sa volonté vigoureuse de promouvoir la normalisation de la coopération financière internationale avec le Gouvernement d’Haïti. À toutes les délégations de l’ALADI, nous leur adressons notre plus profonde gratitude.

À l’Ambassadeur du Costa Rica, Luis Guardia Mora, dont l’humilité proverbiale n’a d’égale que son infinie compassion à l’endroit du peuple haïtien en faveur duquel les pays du GRUCA qu’il représente n’ont cessé de clamer et réclamer l’interruption du blocage des fonds internationaux destinés à Haïti. À tous les pays du GRUCA, à la République dominicaine et au Brésil, un fraternel merci.

A l’Ambassadeur Ishmael de la Guyane, pour la profondeur de sa générosité et l’exemplarité de son leadership au nom de la CARICOM. L’expérience au sein du groupe de travail en sa compagnie m’a enrichi considérablement et m’a rendu davantage heureux et fier de l’appartenance de

mon pays au groupe régional de la CARICOM dont il coordonne actuellement le caucus des ambassadeurs à Washington. Merci, Odeen, et à vous tous, chers collègues de la CARICOM.

Comment oublier la disponibilité constante du Secrétariat à assister le fonctionnement du Groupe de travail *ad hoc* ? L'Ambassadeur Einaudi, son chef de cabinet, Madame Honoré, et toute l'équipe du Secrétariat ont manifesté une présence continue en dehors de la scène et ont été un facteur fondamental du succès de nos travaux.

Monsieur le Président, le projet de résolution co-parrainé par les délégations de la CARICOM a subi de nombreux amendements et modifications. Maintenant, ledit projet reçoit également le co-parrainage des pays de l'ALADI, du Panama et des États-Unis. Je crois que le Représentant du Canada a fait référence à un appui vigoureux, mais pas nécessairement dans le sens d'un co-parrainage. Si je me trompe, je souhaiterais qu'il puisse me porter à faire la rectification dans les meilleurs délais.

Le projet a donc subi des amendements et modifications. Toutefois, l'acceptation de ces changements par notre délégation reflète fondamentalement notre conviction quant à la nécessité d'afficher flexibilité et tolérance, ce, dans le respect réciproque de l'expression des points de vue dont la diversité et même le caractère divergent peuvent constituer une source d'enrichissement pour les valeurs et le système démocratiques.

Les nombreux amendements et modifications n'ont pas altéré la signification profonde qui est inhérente à la décision de présenter ce projet devant le Conseil ce matin. Permettez-moi d'en souligner les trois aspects fondamentaux:

- 1) En tout premier lieu, le projet de résolution est basé sur l'impératif incontournable de la normalisation qui, pour le Gouvernement de la République d'Haïti, ne doit pas être assujettie à la signature du Projet d'Accord initial. Après les efforts considérables de l'OEA qui a dépêché en Haïti plus d'une vingtaine de missions qui se sont malheureusement avérées non concluantes, il était indispensable de procéder à un changement d'approche ; d'où l'emphase mise sur la tenue des élections au cours de l'année 2003 pour éviter une dimension additionnelle de la crise avec une situation de vide institutionnel qui pourrait découler de l'échéance du mandat des parlementaires et des élus locaux au niveau des collectivités territoriales. Ces préoccupations sont reflétées dans les paragraphes 6-7 du texte de la résolution que j'ai le plaisir de vous soumettre.
- 2) En deuxième lieu, la résolution, dans un souci d'équilibre, met l'accent sur l'urgence d'arriver à une normalisation des relations entre la communauté internationale et le Gouvernement d'Haïti pour alléger les souffrances indicibles du peuple haïtien exposé à une situation de catastrophe humanitaire, d'une part, et pour habiliter le Gouvernement haïtien à opérer les nécessaires réformes qu'il a pris l'engagement de réaliser au titre des obligations qui lui sont imparties par les dispositions de certaines résolutions auxquelles il a souscrit, d'autre part. C'est dans cet esprit que le paragraphe 11 de la résolution a été articulé.
- 3) En troisième lieu, la résolution accorde une importance considérable au renouvellement du mandat du Secrétaire général et à la consolidation de la présence de l'OEA en Haïti.

Dans cette ligne, la résolution recommande que la Mission spéciale soit renforcée pour l'habiliter à mieux assurer sa fonction d'accompagnement technique et, en même temps, son rôle de dispositif de surveillance de la mise en œuvre des engagements consentis par les principaux acteurs intervenant dans le dossier « Haïti ». C'est dans cet esprit que l'on retrouve les importants paragraphes 12 et 13.

Il s'agit donc d'un projet de résolution, comme l'ont dit des collègues avant moi, bien inspiré et très nettement équilibré que j'ai l'infini plaisir de soumettre au Conseil permanent au nom du Gouvernement de la République d'Haïti avec le co-parrainage des délégations des nations sœurs de la CARICOM et de toutes les autres délégations que j'ai mentionnées et que je prends plaisir à répéter, celles de l'ALADI, du Panama et des Etats-Unis.

Je vous en remercie infiniment, Monsieur le Président.

El PRESIDENTE: I thank you very much, Ambassador Valcin, and I give the floor to the Ambassador of Guyana.

El REPRESENTANTE PERMANENTE DE GUYANA: Thank you very much, Mr. Chairman.

The Caribbean Community (CARICOM) delegations here at the Organization of American States are very pleased to give their solid support to this draft resolution in support of democracy in Haiti. I want to also express our sincere thanks to the delegations that participated in the informal working group to negotiate and craft the text of this draft resolution. Through intense discussions, they have managed to draw up a strong, meaningful, and far-reaching resolution. When the terms of this draft resolution are implemented, it will definitely work to improve the welfare of the long-suffering people of the Haitian Republic.

I hasten to pay tribute to Ambassador Valcin for his fortitude, tact, great understanding and, of course, great flexibility during the negotiations that led to the drafting of the final text of this resolution.

Mr. Chairman, the Joint OAS-CARICOM Mission worked very strenuously to get the ruling party and the opposition in Haiti to sign a joint accord last July. However, as we know, that did not happen even though the ruling party agreed to almost everything stated in the draft accord.

Initially, there were some who argued that the resolution to support the release of funding by the international financial institutions (IFIs) should be linked to a political settlement marked by the signing of that accord. But, Mr. Chairman, what happens if the ruling party supports the accord and the opposition refuses to sign? Does it mean that we should have a stalemate?

Obviously, we in the OAS do not feel that such a situation should be allowed to develop. Hence, we have a general agreement that there must be a delinking of the political agreement from the reinstatement of multilateral economic assistance to Haiti. In this respect, I must compliment the U.S. Delegation for agreeing with this position and for working so assiduously with other delegations to craft and finalize the terms of this draft resolution before us.

Mr. Chairman, it is clear that this draft resolution will help to bring about a number of benefits for the people of Haiti. Let me pinpoint three of them:

First and most important, the draft resolution expresses the support of this hemispheric body for the restoration of economic assistance by the international financial institutions. Financial resources are greatly needed to rebuild and maintain the physical and social infrastructure in the country. The draft resolution demands that Haiti reform its police force and improve all-around security in order to set the stage for free and fair elections next year. But to do all of this, the Government of Haiti needs for financial resources to be released as quickly as possible.

I am pleased to note that the team from the Inter-American Development Bank (IDB) visited Haiti and came back with a very positive report that the Government will service its debts. At the same time, the Finance Minister of Haiti offered total cooperation to the IDB as that institution works with the Haitian Government to clear all financial hurdles and bottlenecks. We in CARICOM are very pleased with the report of the recent IDB mission to Haiti, and earlier this month the head of that mission briefed us on it.

Second, Mr. Chairman, the draft resolution makes a clear and unambiguous statement that elections will be held by mid-2003. The Haitian Government has long made this commitment, and all efforts must be made by the OAS and, indeed, all of us to ensure that no group attempts to place impediments to delay the electoral process.

Only last week, we learned that the Inter-American Commission on Human Rights (IACHR) found that the human rights situation in Haiti remains in a poor state. It is obvious that improved policing to combat crime and violence and a reformed judicial system are essential to improving this state of affairs, but it is clear that in order to do so, properly trained personnel will be essential. To carry out this work, Haiti needs financial resources and international assistance most urgently. The sooner these are made available, the more ready the people will be to participate in the elections and, in so doing, promote the process of democracy.

Finally, the draft resolution calls for political dialogue as an imperative for a democratic Haiti. This will have to happen because if the people of Haiti are to pull themselves out of the current political and economic quagmire, they have to influence their leaders and their political groupings to hold civilized dialogue with each other. There are always some extremist elements who claim that to dialogue is to express political weakness, but not wanting to dialogue is political cowardice. To hold political discussions with your political opponents to decide on the way forward for your nation is a form of great political strength and utmost political leadership. President Aristide has stated his firm commitment to such dialogue on many an occasion. We in CARICOM support this call for political discourse and call on all political parties and political leaders in Haiti to commence, with all seriousness, structured political discussions and exchanges of opinions to activate political and economic forward movement in the country.

By no means are we saying that the implementation of this draft resolution will immediately ease Haiti's onerous burdens, but it will play a meaningful part in the efforts to combat poverty and its effects, to improve justice and human rights, to nurture democracy, and hopefully to uplift the general health and human condition of the people of Haiti. It will also breed a sense of optimism as

the Haitian Republic begins within the next year or so to celebrate its 200<sup>th</sup> anniversary as an independent nation.

Thank you very much, Mr. Chairman.

El PRESIDENTE: Thank you very much, Ambassador. The Chair gives the floor to the Representative of the United States.

El REPRESENTANTE ALTERNO DE LOS ESTADOS UNIDOS: Thank you, Mr. Chairman.

The U.S. Delegation is pleased to support this draft resolution. In our view, it sends an unmistakable signal of continued OAS engagement in promoting democracy, the rule of law, free and fair elections, and political dialogue in Haiti. It broadens and strengthens the role of the OAS Special Mission for Strengthening Democracy in Haiti with the specific responsibility to monitor and report on developments there. The draft resolution is consistent with the spirit and letter of the Inter-American Charter, reflecting the commitment of member states in the Hemisphere to promoting democratic practices.

We are pleased that the draft resolution reaffirms both the commitments of the Government of Haiti under previous OAS resolutions and new commitments, especially those related to holding free, fair, and technically feasible legislative and local elections; to developing a disarmament plan and to ensuring a climate of security essential for those elections; and to the formation of an autonomous, independent, credible and neutral Provisional Electoral Council (CEP). We urge all sectors of Haitian society to participate fully in this electoral process.

My delegation joins consensus on the language in the draft resolution supporting normalization of economic cooperation between the Government of Haiti and the international financial institutions (IFIs). We hope that those parties can resolve the technical and financial obstacles that preclude such normalization. The United States, of course, reserves the right to make decisions on international financial institution projects in Haiti on the merits of each individual proposal.

Mr. Chairman, the OAS's commitment to democracy is well established. This draft resolution, however, outlines a still stronger role for it. To carry out its responsibilities, it is essential that the Special Mission to Haiti have adequate resources. This is an urgent need, a clarion call to member and observer states for both immediate and sustained support. In this regard, the United States is pleased to contribute an additional \$500,000 to the Special Mission, an amount that we intend to be an advance on further U.S. contributions to follow.

Finally, my delegation wishes to state what we all know to be true. Approving this draft resolution does not resolve the political crisis in Haiti. Words can never do that; only concrete actions taken to implement the commitments and mandates set forth in this draft resolution can help resolve the crisis and put the country on the path to strengthening democracy.

Thank you, Mr. Chairman.

El PRESIDENTE: Thank you very much, Ambassador DeShazo. There being no other requests for the floor, the Chair suggests that the Council approve this draft resolution with the amendments of style proposed by the Ambassador of Bolivia. There being no objections, it is approved.<sup>1/</sup>

I would like to congratulate all delegations for their approval, by consensus, of this important resolution on Haiti. We have sent a strong message to the people of Haiti and to the international community that the Organization of American States remains vitally engaged in promoting democracy, the rule of law, and the prospect of a better life in Haiti.

In the spirit of the Inter-American Democratic Charter, this resolution outlines a broad role for the OAS Special Mission for Strengthening Democracy in Haiti in supporting free and fair elections; encouraging a secure environment in which all Haitians can participate in national and local politics; and promoting national dialogue and consensus-building between the Government of Haiti, political parties, and civil society. The resolution creates a framework that is designed, when implemented, to enable all democratic forces in Haiti to express themselves and participate in the political process.

The resolution calls on the Government of Haiti to fully comply with past OAS resolutions and to take further steps to encourage free and fair elections, end impunity, and strengthen democracy. It tasks the OAS Special Mission with monitoring and reporting on progress made by the Government of Haiti and other parties in complying with this and other OAS resolutions on Haiti—a more robust and essential role, to be certain.

In supporting a normalization of cooperation with the international financial institutions (IFIs), the resolution acknowledges the grave social and economic problems that continue to confront the Haitian people.

This resolution is fair and balanced. It underscores the fact that the OAS does not take sides in the political conflict in Haiti, but rather pursues practical means to promote consensus and stronger democratic institutions. This resolution conveys a simple message: the principles enshrined in the Inter-American Democratic Charter are taken very seriously in this organization. It is our task now to provide the Special Mission to Haiti with the resources needed to meet its enhanced responsibilities, and I call on all member states, observer states, and friends of Haiti everywhere to respond with that tangible support.

The Delegation of Costa Rica requests the floor.

El REPRESENTANTE INTERINO DE COSTA RICA: Gracias, señor Presidente.

Muy brevemente para pedirle el favor de que la exposición que se hizo en la Comisión General por parte del Grupo que represento quede incorporada en las actas de este Consejo Permanente. Gracias.<sup>2/</sup>

El PRESIDENTE: We will do that. There being no other issues before this special meeting, it is adjourned.

---

1. Resolución CP/RES. 822 (1331/02), anexa.

2. Véase anexo.

RESOLUCIÓN APROBADA

OEA/Ser.G  
CP/RES. 822 (1331/02)  
4 septiembre 2002  
Original: francés/inglés

CP/RES. 822 (1331/02)

APOYO AL FORTALECIMIENTO DE LA DEMOCRACIA EN HAITÍ

EL CONSEJO PERMANENTE DE LA ORGANIZACIÓN DE LOS ESTADOS AMERICANOS,

PROFUNDAMENTE PREOCUPADO por la continua crisis política en Haití derivada de las elecciones del 21 de mayo de 2000;

HABIENDO CONSIDERADO los ingentes esfuerzos de la OEA y la CARICOM para contribuir a la solución de esa crisis y las numerosas misiones que las dos organizaciones han enviado a Haití para facilitar la concertación de un acuerdo político, sin haberse llegado aún a una solución satisfactoria;

VISTO el Sexto Informe de la Misión de la Organización de los Estados Americanos a Haití sobre la misión OEA-CARICOM a Haití del 5 al 10 de julio de 2002 (CP/doc.3625/02 corr. 3), dirigida por el Secretario General Adjunto, Embajador Luigi Einaudi, y el Ministro de Relaciones Exteriores de Santa Lucía, Excelentísimo señor Julian Hunte, en su capacidad de Representante de la CARICOM, y el informe del Secretario General en respuesta al documento CP/INF.4724/02 (CP/doc.3643/02);

HABIENDO TOMADO NOTA en esos documentos de las posiciones respectivas del Gobierno de Haití y la Convergencia Democrática con respecto al Proyecto de Acuerdo Inicial presentado por los mediadores de la OEA y la CARICOM el 12 de junio de 2002;

RECONOCIENDO que Fanmi Lavalas y la Convergencia Democrática se han puesto de acuerdo sobre la necesidad de celebrar elecciones en 2003 y sobre la formación de un Consejo Electoral Provisional (CEP), así como sobre su composición y disposiciones para la designación de sus miembros, conforme a lo establecido en el Proyecto de Acuerdo Inicial (Rev. 9) del 12 de junio de 2002;

RECORDANDO las resoluciones CP/RES. 772 (1247/02), del 4 de agosto de 2000; CP/RES. 786 (1267/01) corr. 2, del 19 de marzo de 2001; AG/RES. 1831 (XXXI-O/01), del 5 de junio de

2001; CP/RES. 806 (1303/02) corr. 1, del 15 de enero de 2002; y AG/RES. 1841 (XXXII-O/02), del 4 de junio de 2002;

TENIENDO EN CUENTA las medidas que el Gobierno de Haití ha adoptado en cumplimiento de estas resoluciones, según consta en el informe del Secretario General en respuesta al documento CP/INF.4724/02 (CP/doc.3643/02);

TENIENDO PRESENTE:

Que la Misión Especial de la Organización de los Estados Americanos para el Fortalecimiento de la Democracia en Haití ha sido desplegada y está llevando a cabo sus actividades conforme a la resolución CP/RES. 806 (1303/02) corr. 1;

Que la Comisión Investigadora independiente ha presentado su informe sobre los hechos del 17 de diciembre de 2001 y que el Gobierno de Haití se ha comprometido a poner en práctica las recomendaciones que figuran en dicho informe;

Que el 10 de julio de 2002 el Gobierno de Haití y las víctimas de los hechos del 17 de diciembre de 2001 suscribieron un protocolo de acuerdo sobre el pago de indemnizaciones y que el Gobierno de Haití se ha comprometido a efectuar pagos a cada víctima con base en los procedimientos establecidos por el Consejo Consultivo de Indemnizaciones de la OEA;

Que el Gobierno de Haití ha propuesto que en el primer semestre de 2003 se celebren elecciones legislativas y locales, libres, justas y técnicamente viables;

CONVENCIDO:

De la necesidad de normalizar el funcionamiento de las instituciones democráticas en Haití y fortalecerlas, de conformidad con el espíritu y los principios de la Carta de la OEA y de la Carta Democrática Interamericana, y de que con ese fin la OEA continuará interponiendo sus buenos oficios y recursos;

De que es preciso iniciar en breve los preparativos para las elecciones legislativas y locales libres, justas y técnicamente viables en 2003;

De que el diálogo y las medidas orientadas a la formación de consensos son necesarios para contribuir a garantizar una solución pacífica y democrática de la crisis política en Haití;

REAFIRMANDO:

Que la Carta Democrática Interamericana proclama que "los pueblos de América tienen derecho a la democracia y sus gobiernos la obligación de promoverla y defenderla" y que "son elementos esenciales de la democracia representativa, entre otros, el respeto a los derechos humanos y las libertades fundamentales; el acceso al poder y su ejercicio con sujeción al estado de derecho; la celebración de elecciones periódicas, libres, justas y basadas en el sufragio universal y secreto como expresión de la soberanía del pueblo; el régimen plural de partidos y organizaciones políticas; y la separación e independencia de los poderes públicos";

Que la Carta Democrática Interamericana también establece que “la democracia y el desarrollo económico y social son interdependientes y se refuerzan mutuamente” y que “la promoción y observancia de los derechos económicos, sociales y culturales son consustanciales al desarrollo integral, al crecimiento económico con equidad y a la consolidación de la democracia en los Estados del Hemisferio”; y

PROFUNDAMENTE PREOCUPADO por el continuo deterioro de la situación socioeconómica en Haití, el constante sufrimiento de su pueblo y la posibilidad de un desastre humanitario, y convencido de que es preciso, como cuestión de urgencia, realizar esfuerzos a fin de aliviar esas condiciones,

RESUELVE:

1. Tomar nota del Sexto Informe de la Misión de la Organización de los Estados Americanos a Haití (CP/doc.3625/02 corr. 3), relativo a los esfuerzos conjuntos de OEA/CARICOM para facilitar una solución a la crisis política en Haití, y agradecer por sus iniciativas al Secretario General de la OEA, al Secretario General Adjunto de la OEA y al Ministro de Relaciones Exteriores de Santa Lucía, en su capacidad de Representante de la CARICOM.

2. Tomar nota del informe de la Comisión Investigadora y agradecer a la Comisión y al Consejo Consultivo de Indemnizaciones por sus diligentes esfuerzos para contribuir a la solución pacífica de la crisis política en Haití.

3. Acoger con beneplácito el compromiso expreso del Gobierno de Haití de implementar las recomendaciones de la Comisión Investigadora, así como las recomendaciones del Consejo Consultivo de Indemnizaciones, según consta en el Acuerdo firmado por el Ministro de Justicia, los reclamantes y sus representantes el 9 de julio de 2002, y exhortar al Gobierno de Haití a hacerlo efectivo a la brevedad posible.

4. Acoger también con beneplácito el compromiso del Gobierno de Haití de adoptar medidas adicionales de fomento de la confianza, teniendo presente que es posible poner en práctica algunos elementos con mayor rapidez que otros y que puede necesitarse asistencia financiera y técnica adicional. Estas medidas comprenden:

- a. Publicar, dentro de los 60 días siguientes a la recepción del informe de la Comisión Investigadora, un informe del Ministerio de Justicia sobre las medidas tomadas respecto de las personas que se haya comprobado que estuvieron involucradas en los hechos del 17 de diciembre de 2001 y días siguientes;
- b. Reforzar sus políticas y programas de desarme y, en este sentido, invitar a una cooperación activa de la comunidad internacional, por intermedio de la Misión Especial de la OEA, en la elaboración y puesta en práctica de un programa exhaustivo de desarme;
- c. Implementar, en toda la extensión de su autoridad legal, todas las recomendaciones sobre derechos humanos y sobre la prensa consignadas en

el informe de la Comisión Investigadora de los hechos del 17 de diciembre de 2001 y las demás recomendaciones del informe que, en todo o en parte, estén dirigidas al gobierno de Haití.

5. Reconocer, como se observa en el informe del Secretario General del 20 de agosto de 2002 (CP/doc.3643/02), las medidas positivas que ha tomado el Gobierno de Haití hasta la fecha para implementar la resolución CP/RES. 806 (1303/02) corr. 1, respaldarlo e instarlo a que aplique plenamente todos los elementos pendientes de dicha resolución lo antes posible, teniendo en cuenta que algunos elementos pueden ser puestos en práctica con mayor rapidez que otros y que puede necesitarse asistencia financiera y técnica adicional. En particular, esto comprende:

- a. el restablecimiento de un clima de seguridad;
- b. el enjuiciamiento efectivo, y, cuando proceda, la destitución, de las personas, autor o cómplice, cuya participación en la violencia del 17 de diciembre de 2001 y días siguientes se haya comprobado;
- c. la conclusión de una investigación rigurosa de todos los crímenes políticamente motivados;
- d. la pronta indemnización a las organizaciones y personas que hayan sufrido daños como resultado directo de la violencia del 17 de diciembre de 2001.

6. Instar al Gobierno de Haití a que, con objeto de establecer las condiciones para las elecciones que han de llevarse a cabo en 2003, renueve sus esfuerzos para asegurar un clima de seguridad y confianza, dentro de los parámetros trazados en el punto resolutivo 5 de la resolución AG/RES. 1841 (XXXII-O/02), teniendo en cuenta la necesidad de fortalecer la policía y las instituciones judiciales independientes como parte del esfuerzo renovado por combatir la impunidad, de acuerdo con lo estipulado en el punto 6 de la resolución AG/RES. 1841 (XXXII-O/02).

7. Reafirmar la importancia de la celebración de elecciones legislativas y locales libres, justas y técnicamente viables –en la fecha de 2003 que establecerá el Consejo Electoral Provisional (CEP)– en las cuales puedan participar todos los partidos políticos con libertad y seguridad. La realización de estas elecciones tendrá en cuenta las prerrogativas electorales constitucionales del Gobierno de Haití y se hará de acuerdo con el proceso propuesto por la OEA en el Proyecto de Acuerdo Inicial (Rev. 9) del 12 de junio de 2002, que incluye:

- a. La formación de un CEP autónomo, independiente, creíble y neutral, dentro de los dos meses siguientes a la adopción de esta resolución;
- b. el establecimiento por el CEP, conforme a los parámetros de la legislación haitiana y dentro de los 30 días siguientes a la formación del CEP, de una Comisión de Garantías Electorales que estará integrada, *inter alia*, por representantes de un órgano de coordinación nacional constituido con base en la experiencia en coordinación de la observación electoral en Haití y de organizaciones de la sociedad civil, y testimoniado por representantes de las

misiones de observación electoral y la Misión Especial de la OEA para el Fortalecimiento de la Democracia en Haití;

- c. el seguimiento por parte del CEP de las actividades de la policía relacionadas con el proceso electoral.

8. Reconocer, asimismo, la urgencia que reviste la constitución del CEP, de acuerdo con el proceso propuesto por la OEA en el Proyecto de Acuerdo Inicial (Rev. 9) del 12 de junio de 2002, a más tardar dos meses después de la adopción de esta resolución.

9. Ofrecer al Gobierno de Haití, a los partidos políticos y a la sociedad civil el respaldo y la asistencia técnica de la Organización de los Estados Americanos que se necesite para facilitar el proceso de constitución del CEP y la preparación y celebración de esas elecciones.

10. Instar a todas las partes haitianas a participar en todos los aspectos pertinentes de esas elecciones y en el proceso electoral conducente a ellas.

11. Respaldo la normalización de la cooperación económica entre el Gobierno de Haití y las instituciones financieras internacionales e instarlos a que superen los obstáculos técnicos y financieros que impiden dicha normalización.

12. Reafirmar los mandatos del Secretario General y de la Misión Especial de la OEA de conformidad con las resoluciones AG/RES. 1841 (XXXII-O/02), AG/RES. 1831 (XXXI-O/01) y CP/RES. 806 (1303/02) corr. 1 y encomendar al Secretario General que refuerce aún más la Misión Especial de la OEA en Haití, a fin de que respalde, controle e informe acerca de la implementación de todas las resoluciones pertinentes de la OEA y los compromisos del Gobierno de Haití, conforme a lo estipulado en esas resoluciones y en el acuerdo entre el Gobierno de Haití y la OEA sobre la Misión Especial de la OEA para el Fortalecimiento de la Democracia en Haití. Estos compromisos comprenden:

- a. el fortalecimiento de las instituciones democráticas, incluidos los partidos políticos, a fin de garantizar la existencia de un sistema pluralista de partidos políticos;
- b. la formación de un nuevo Consejo Electoral Provisional (CEP) de acuerdo con el proceso propuesto por la OEA en el Proyecto de Acuerdo Inicial (Rev. 9) del 12 de junio de 2002 y todas las actividades del CEP;
- c. el establecimiento por el CEP de una Comisión de Garantías Electorales (CGE);
- d. el desarrollo y puesta en práctica de un programa exhaustivo de desarme;
- e. la promoción de un diálogo nacional y formación de un consenso entre el Gobierno de Haití, todos los partidos políticos y la sociedad civil haitiana;

- f. el desarrollo profesional de una institución policial independiente, la formulación de un plan de seguridad y la creación de un clima de seguridad para las elecciones de 2003.

13. La Misión Especial de la OEA también:

- a. apoyará, supervisará e informará acerca de la prestación, por parte de la comunidad internacional y la OEA, de asistencia técnica electoral antes y después de las elecciones de 2003 y el despliegue de una misión de observación electoral para observar todos los aspectos del proceso electoral;
- b. coordinará los esfuerzos de la comunidad internacional para prestar asistencia electoral técnica y financiera, que comprenda planificación electoral, asistencia técnica, seguridad y observación de las elecciones de 2003.

14. Instar al Secretario General a que continúe participando en los esfuerzos para resolver la crisis política en Haití, siga la evolución de la situación y presente al Consejo Permanente cada dos meses informes pormenorizados sobre la aplicación de esta resolución.

15. Instar a la comunidad internacional a que, con carácter urgente, suministre fondos adicionales a la Misión Especial de la OEA a fin de ayudar a financiar sus programas económicos, sociales y de fortalecimiento institucional en Haití, con miras a que pueda cumplir las obligaciones adicionales dispuestas en esta resolución.

16. Instar asimismo a la comunidad internacional a prestar apoyo técnico y financiero para las elecciones de 2003, particularmente mediante la observación de la formación y el funcionamiento preelectoral del CEP, de las operaciones postelectorales y de las propias elecciones.

COMUNICACIÓN RECIBIDA

EXPOSICIÓN DEL REPRESENTANTE DE COSTA RICA,  
EN NOMBRE DEL GRUPO CENTROAMERICANO, PANAMÁ,  
BELICE Y LA REPÚBLICA DOMINICANA, SOBRE LA RESOLUCIÓN  
“APOYO AL FORTALECIMIENTO DE LA DEMOCRACIA EN HAITÍ”

Señor Presidente:

En nombre del GRUCA, Grupo Centroamericano, Panamá, Belice y la República Dominicana, que me honro en representar, manifiesto con mucho placer el apoyo al presente proyecto de resolución que ha sido presentado sobre la situación en Haití.

Estamos conscientes de que el pueblo y el Gobierno de Haití requieren un apoyo unánime, ahora más que nunca, por parte de la Organización de los Estados Americanos para salir adelante en la difícil situación tanto política como financiera por la cual atraviesan. Sin este apoyo, las condiciones para mantener un régimen democrático y las condiciones para poder celebrar elecciones libres y de amplia participación en un futuro cercano pudieran verse afectadas.

Es por ello, señor Presidente, que, como lo indiqué al inicio de estas palabras, el Grupo que represento adhiere gustosamente su apoyo a este proyecto de resolución.

Al ratificar en este foro este importante apoyo por parte del GRUCA, lamentablemente no lo hago, como lo manifestaron otros grupos regionales, con un copatrocinio a este valioso proyecto de resolución, por no haber podido contar oportunamente con el beneplácito de todos los países del GRUCA representados por esta Delegación. Infortunadamente, nuestra misma cancillería no respondió a tiempo para haber copatrocinado el proyecto de resolución durante esta presentación. Por supuesto que aquellos países que tengan instrucciones en este sentido quedan en libertad para pronunciarse en este respecto.

AC00683T01

